

Automobile

La banque de PSA est sauvée, pas l'emploi

Article paru dans FO Hebdo n°3049

Le constructeur n'a pas réduit l'ampleur de son plan de 8.000 suppressions de postes, mais s'est engagé à ce qu'il n'y ait aucun licenciement.

Si le plan de sauvetage de la banque de PSA, BPF, a été rondement mené, le plan programmant 8.000 suppressions d'emplois et la fermeture du site d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) pose autrement plus de difficultés. BPF, spécialisée dans l'octroi de crédits automobiles, fait face à des difficultés de financement depuis l'abaissement de sa notation qui a suivi mécaniquement celle de sa maison mère. Elle a obtenu, le 24 octobre, une garantie de l'État de sept milliards d'euros sur trois ans. En contrepartie, le constructeur s'engage à ne pas distribuer de dividendes ni attribuer de stock-options durant ces trois ans. Le groupe va également ouvrir son conseil de surveillance à un administrateur indépendant, qui fera le lien avec l'État, et à un représentant des salariés. «C'est forcément un petit plus, un gage d'information et de transparence», estime Christian Lafaye, délégué central FO.

EN ORDRE DE MARCHE

Au cours de cette semaine marathon où se sont succédé un comité de groupe européen, un comité central d'entreprise et une réunion tripartite syndicats, direction, gouvernement, PSA a confirmé que la remplaçante de la Citroën C5, baptisée X8, sera bien assemblée à Rennes. «C'est forcément une bonne nouvelle, mais à côté de ça il ne faut pas oublier que l'on a rien de plus pour les trois ans à venir et que le plan de 1.400 suppressions d'emplois est toujours là», a commenté Nadine Cormier, déléguée FO sur le site rennais. De fait, le plan massue de 8.000 suppressions de postes est bel et bien là, malgré les appels appuyés du gouvernement pour en réduire l'ampleur. La réunion tripartite du 25 octobre n'a pas donné lieu au coup de rabot attendu, mais à l'identification de pistes telles que le retour dans le giron de PSA de postes actuellement sous-traités. Quels types de postes, combien? Ces questions seront abordées lors de tripartites locales, le 8 novembre à Rennes et le 9 à Aulnay. Concernant ce site employant 3.000 salariés et dont la fermeture est prévue en 2014, PSA a annoncé aux syndicats l'implantation de la société ID Logistics, qui devrait créer six cents postes, réservés aux salariés d'Aulnay. En tout état de cause, il n'y aura pas de licenciements secs, a assuré le patron de PSA, Philippe Varin, qui s'est engagé devant le gouvernement à ce qu'aucun salarié ne soit «laissé seul face à son problème d'emploi». Dans cet esprit, il a accepté de négocier, à partir du 7 novembre, un accord de méthode définissant les modalités du plan social. «Si rien n'est encore résolu sur l'emploi, résume Pierre Contesse, délégué central adjoint FO, le groupe est aujourd'hui en ordre de marche pour trouver des solutions d'urgence et sauver le soldat PSA.»

Activité syndicale du 01/11/2012